

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
9 au 15 décembre 1999



10 FF
1,52 €

Ni libéralisme ni État

A SEATTLE, LA MOBILISATION internationale qui devait être un gentil défilé d'avant sommet encadré par des associations et des syndicats très officiellement invités à manifester mais aussi, rappelons-le, à participer comme observateurs au sommet de l'OMC a volé en éclats. Ce qui avait été orchestré comme un soutien « populaire » à l'Union Européenne face aux États-Unis s'est métamorphosé en une attaque en règle contre tous les États.

C'est que nombre d'organisations non prévues se sont invitées à la fête. Des organisations essentiellement américaines dont nos camarades de *Direct Action network*, étaient loin de croire et de scander que les émissaires européens, pas plus que les autres, n'étaient de gentils chevaliers blancs venus au secours de tous les gueux que compte le monde.

Il s'agissait pour eux de contester toutes les formes de capitalisme et tous les États qui organisent ce libéralisme à l'échelle internationale.

tion asservissant les populations du nord au sud de la planète.

Ces actions étaient fondamentalement en rupture d'avec ces tartufes qui en appellent à un retour de l'État et qui essaient de tenir le haut du pavé par médias interposés en nous proposant de bonnes règles de fonctionnement qui « démocratiserait » l'OMC.

Une critique sociale libertaire à grande échelle

En tout cas ce qui s'est passé à Seattle renforce les positions libertaires dans l'idée qu'il n'est plus question aujourd'hui de perdre son temps à vouloir relooker une gauche parlementaire complètement discréditée et s'affichant ouvertement comme co-gestionnaire de notre exploitation.

Cela prouve qu'une approche libertaire de la critique sociale est en œuvre à grande échelle et qu'elle ne va pas manquer de peser sur les rapports sociaux dans les années à venir.

l'autonomie du mouvement social » face aux partis d'extrême gauche et du PC qui s'essaient à leur habituelle volonté d'encadrement et de direction des luttes.

Nous savons que la conception anarchiste de la lutte de classes fait son chemin à travers et dans la multitude d'associations et des petits syndicats contestataires. L'événement le plus marquant à ce propos est sans doute le développement de la CNT qui depuis 1995 s'est imposé dans les luttes sociales. La Fédération anarchiste voit elle aussi le nombre de ces groupes et sa capacité d'intervention augmentée en dépit des dires d'une presse qui s'essouffle à nous présenter comme des dinosaures. Sans doute les génos-nous dans leur veine tentative de fabrication d'un " anarchiste citoyen " qui arrangerait bien leur petite conception du militant républicain idéal.

Il nous reste sans doute beaucoup de chemin à parcourir et beaucoup d'efforts à faire pour être à même de mettre en synergie toutes les forces et les individus qui agissent et se réclament de l'anarchie.

Le choix de l'autonomie, de l'entraide et de la liberté

Sachons tout de même que le point faible de tout ce beau monde qui aspire à nous diriger d'une façon ou d'une autre est leur absence de projet crédible.

Est-ce que les trotskistes peuvent encore faire illusion avec une référence pareille à un assassin? Est-ce que le PC a vraiment un avenir? Jusqu'à quand les syndicats SUD vont-ils ne pas choisir entre investissement institutionnel et discours autogestionnaire? Comment une ONG peut-elle être indépendante lorsque son financement est exclusivement dû aux bons vouloirs des États ou des entreprises privées?

La critique de l'État comme outil d'asservissement et de domination au service du capitalisme est incontournable. À un moment ou un autre la notion d'État va faire irruption avec force dans le débat politique parce que selon qu'on choisisse son rejet ou qu'on l'accepte comme moyen de régulation sociale, cela définit le projet de société dont nous sommes porteur et nos pratiques collectives immédiates.

Nous serons amené, chacun d'entre nous à faire des choix entre deux conceptions des rapports sociaux : ou nous continuons dans le processus de marchandisation de la vie qui se produit sous nos yeux ou nous disons stop et proposons autre chose.

C'est pourquoi nous devons développer nos analyses, nos propositions et notre conception des services publics, du communalisme, de l'autogestion et du fédéralisme libertaire comme structures et pratiques alternatives aux logiques étatiques. Il nous est possible d'impulser un autre présent!

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

Attaque fasciste contre la librairie du Monde libertaire

Samedi 4 décembre, la librairie du *Monde libertaire*, a été attaquée par deux personnes qui ont envoyé deux lacrymos et cadenassé la porte principale. C'est une heure d'affluence. La plupart des présents à l'intérieur participait au débat avec Jean-Jacques Gandini, auteur du livre « Le Procès Papon ». Tous les clients ont pu sortir par l'issue de secours et des passants ont enlevés les chaînes depuis la rue.

À 19 heures, le « Front Populaire Juif » revendique par téléphone l'agression. Cette revendication qui sent le montage et l'antisémitisme à plein nez, ne dupera personne. Nous ne pouvons que à rapprocher des récentes manifestations qui ont eu lieu devant une librairie parisienne d'extrême droite au cours desquelles des militants anti-fascistes se sont fait violemment agressés. (cf. *Monde libertaire* n° 1182 du 25 novembre 1999).

La librairie du *Monde libertaire* - comme la librairie la Plume Noire à Lyon il y a quatre ans - saura riposter par tous les moyens appropriés afin que la liberté d'expression ne puisse être bafouée.

Fédération anarchiste

EDITORIAL

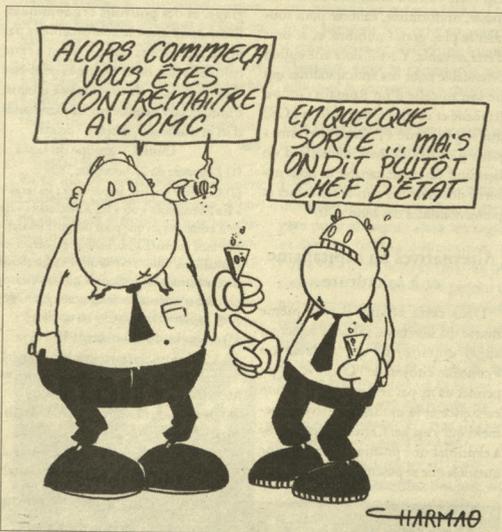
Les alléchants profits financiers que permettent les performances actuelles de la Bourse ont de quoi faire rêver le salarié moyen, peu habitué à tant de faste. On en oublierait presque que ce sont surtout sur les gros capitaux que les forts pourcentages de hausse agissent. L'une des lois inexorable de la Bourse, c'est que plus tu possèdes plus tu gagnes. On en oublierait aussi les cracks boursiers et leur lot de petits actionnaires à la dérive, ceux-ci sont généralement les moins bien placés pour récupérer leurs billes avant la tempête. Une autre loi inexorable de la Bourse c'est que moins tu possèdes plus tu perds en cas de coup dur.

Et lorsqu'on rend accessible les stocks options aux salariés, du même coup on apprend qu'elles deviennent impossibles. Et ne nous faisons pas de souci pour les cadres dirigeants qui s'enrichissent grâce à de ces placements en or. Ils ont déjà délaissés ces produits taxés au profit de « sociétés d'investissement ». Créés par les entreprises pour être cotées en Bourse, elles ont pour seule activité un service de placements. Leur destin se confond donc avec celui de l'ensemble des marchés boursiers et permet actuellement des profits juteux. Mais Pour le prochain crack on ne pourra pas accuser les ordinateurs d'être responsable de l'effet de chaîne! Quant à la taxation des mouvements financiers internationaux qui affecterait les États et les grands groupes financiers, elle n'est toujours pas d'actualité. Petits actionnaires, bienvenus dans un monde de loups!

Sous couvert de « démocratisation » de la Bourse, c'est une grosse partie des revenus du travail qui est censée passer entre les mains des investisseurs. Si la classe dirigeante (droite et gauche confondues) fait ses choux gras du développement du petit actionariat, c'est que plus indolore que les habituelles restrictions salariales, il permet de rendre disponible aux spéculateurs l'ensemble de l'épargne salariale. Parallèlement le nombre des entreprises cotées en bourse augmente régulièrement et rend nécessaire de nouveaux apports en capitaux. L'enjeu est donc de taille et les petits actionnaires font les gros profits capitalistes.

D'un point de vue idéologique la promotion du petit actionariat est encore plus pernicieuse, car elle vise à la connivence des classes sociales. Les salariés devraient désormais confondre leurs intérêts avec ceux de leurs patrons et suivre heure par heure les cours de la Bourse. Ne faudrait-il pas aussi qu'ils déplorent pour le rayonnement national, l'absence de fonds de pension français pour concurrencer ceux des anglais, des américains ou des japonais. Et pour cela ne faut-il pas un système de retraite par capitalisation... la boucle est bouclée.

Là où le bât blesse, c'est qu'au nom de la rentabilité, les salariés associés au bénéfice de l'entreprise devront assumer des plans de licenciement et de nouvelles restrictions salariales. Tout ça pour que leur entreprise ne figure pas sur la fameuse liste noire des fonds de pension. Ceux qu'on met à la porte ont déjà montré que cela ne les a pas empêchés de se battre. Chassez la lutte des classes par la porte elle rentrera par la fenêtre.



C'est clairement le sens des actions de rue qui ont délibérément visé au blocage des délégations gouvernementales dans leurs hôtels, les ont empêchés de se rendre jusqu'au lieu du sommet, avec l'objectif affiché de saboter la tenue de cette réunion. Les États étaient la cible des manifestants parce que ce sont les États en tant que tels qui organisent le système de domination et d'exploita-

Il y a là un enjeu essentiel dans l'élaboration d'une critique et d'un projet sociétaire capable de mobiliser et de donner un sens aux révoltes actuelles.

Doit-on contribuer à l'émergence d'une dynamique visant à l'auto-émancipation des exploités dans des structures à caractère autogestionnaires ou doit-on investir les officines para-étatiques pour rendre l'État plus humain? La question n'est sans doute pas nouvelle, mais se pose dans des conditions historiques qui nous permettent de nous appuyer sur un bilan et une réalité militante non négligeable.

Depuis quelques mois, en France, un texte circule dans les réseaux militants associatifs et syndicaux qui en appelle à «

ISSN 0026-9433 - N° 1184

M 2137 - 1184 - 10,00 F



FOP 2520

OMC : Organisation mondiale de la culture ?

NOUS SAVONS QUE DE nombreux sujets étaient censés faire capoter le sommet de Seattle : agriculture, bio-technologies, écologie... Mais l'un des thèmes qui a donné lieu aux débats les plus vifs aura été celui de la culture. Mais pour quels enjeux ? Quelle culture ? Et que faut-il penser de ces polémiques ?

D'un point de vue technique d'abord, les outils de plus en plus sophistiqués qui participent aujourd'hui à une diffusion d'une culture de masse sont ceux qui ont accéléré les échanges dans le monde et ont grandement participé au phénomène de la « mondialisation ». Internet et les bouquets satellites ou les télévisions câblées ont permis l'explosion de ces secteurs économiques et la circulation d'images, de musiques et des informations en général quasiment en temps réel. N'importe qui, équipé, peut suivre les actualités en direct de n'importe quelle région du globe. D'où ce concept, un temps employé, de « village global », cette sensation de faire partie d'une communauté planétaire où l'on se sent proche de tout et où tout peut se savoir sans délais ou presque.

De ce fait, cet échange de données au premier rang desquelles figure évidemment la culture, bouleverse profondément des règles établies. Notamment le contrôle des œuvres diffusées par leurs auteurs ou distributeurs, Internet, par exemple, a souvent soulevé la polémique car on peut y trouver (gratuitement ou presque) des ouvrages récemment présentés en librairie privant ainsi – peut-être – ses ayants-droits de recettes.

Riche culture

Comme tout secteur contrôlé par le capitalisme, le secteur de la culture, c'est d'abord un solide chiffre d'affaires. Pensez donc que selon l'UNESCO, « les échanges mondiaux de biens comportant un élément culturel ont ainsi quasi

triplé entre 1980 et 1995, passant de 67 à plus de 200 milliards de dollars » (1). À un niveau moins abstrait peut-être, nous pouvons constater que la culture (ou sa variante, « les loisirs ») a pris une dimension énorme : que l'on songe aux concerts qui ont lieu dans des stades et non plus dans des salles de spectacles, que l'on se rappelle des multiples récents évoqués dans ces colonnes et qui sont de vrais supermarchés du cinéma, que l'on prête attention à des mots chargés de sens comme « l'industrie du disque » ou « la civilisation des loisirs », que l'on regarde les restructurations et regroupements des sociétés d'éditions de livres et de la presse... L'économie de la culture est donc juteuse. Et les règles internationales du commerce se devaient de s'y intéresser.

Quand j'entends le mot culture...

Il faut revenir aux réalités et d'abord examiner de plus en plus certains aspects de cette polémique qui continue. Tout d'abord, et même si l'on connaît les appétits sordides des capitalistes du pays de l'oncle Sam, il semble que les américains se moquent des différents systèmes de régulation existant en Europe. Ils n'ont pas besoin de les remettre en cause puisqu'ils ont pu s'imposer malgré ces politiques de quotas (4). Au-delà de cette affirmation, la colère des cinéastes français contre le libéralisme et pour la politique du quota, peut paraître sélective. Car la commission européenne a déjà sonné la charge contre les politiques du livre à prix unique, par exemple, pratiquées par les États allemands et autrichiens. L'Amérique n'est pas le seul chantre du libéralisme. Et s'ils ont raison de s'inquiéter pour l'avenir de la culture, ces cinéastes devraient aussi prendre en compte les moyens publics donnés au développement culturel qui stagnent quand ils ne régressent pas en France. Ils devraient demander aussi que l'on revise à la baisse le statut des intermittents du

spectacle qui coûtent trop cher, paraît-il. Et ils devraient prendre en compte l'appel que des cinéastes ont lancé au cours du récent festival des trois continents de Nantes mettant en évidence la responsabilité des États à travers l'omniprésence de la censure, l'indifférence ou l'interventionnisme bureaucratique des États, la non circulation des œuvres dans des pays de la même région... Si la culture se meurt, si elle manque de

globalisantes pour paraître peut-être plus défendables. Et qui, de toute façon, laisseraient de côté les pays les plus pauvres ou émergents qui n'ont les moyens pour proposer leurs productions déjà supplantées par celles des pays riches occidentaux.

À partir de cette situation, et lorsque l'on va nous demander de choisir notre camp dans cette affaire, il sera bien difficile de dire que l'on valide a priori la

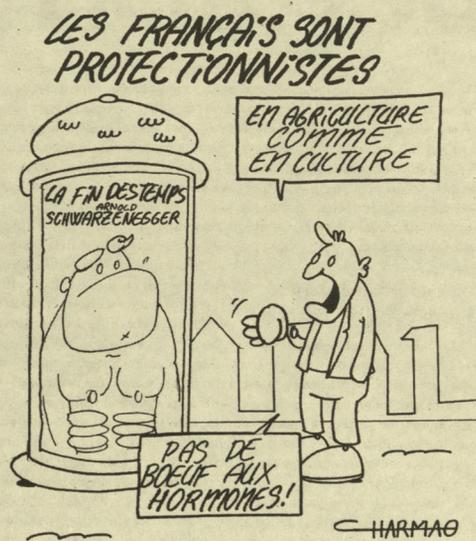
parfois masquée par des réponses lapidaires du type « les protestations anti-OMC sont réformistes », sous-entendues qu'elles ne sont pas pour nous, révolutionnaires.

Or, y compris sur la négociation pseudo-culturelle à l'OMC, nous redevons que les anarchistes, souvent dans l'incapacité de provoquer des luttes anticapitalistes là où ils sont, se retrouvent à choisir entre des politiques qu'ils n'ont pas contribué à mettre en place. Et où il ne reste donc plus qu'à valider des choix qui ne relèvent ni de notre éthique ni de notre objectif mais plutôt de l'impuissance. Il vaut peut-être mieux alors dire que nous préférons ne pas faire de choix sur ces bases-là. Cela peut-être frustrant, mais se retrouver aux côtés du PCF et des tiers-mondistes pour « contrôler » l'OMC, n'est pas l'objectif d'anticapitalistes libertaires.

Ceux qui disent aujourd'hui que l'avenir de la culture devait se jouer à Seattle n'ont peut-être pas compris que le loup était déjà dans la bergerie, et depuis longtemps. Seattle n'est qu'une étape supplémentaire dans le commerce et la standardisation de la culture. La mobilisation des libertaires a déjà commencé, et depuis longtemps pour une fois. Beaucoup sont déjà entrés en résistance culturelle, sociale et politique à l'ordre économique dominant : fanzines, radios, labels indépendants, maisons d'éditions, salles de spectacle, troupe de théâtre, salles de cinéma... Car il existe une autre culture, à l'échelle humaine, celle-là, et qui enrichit notre vision du monde. Cette culture de proximité, populaire et vivante, est porteuse de valeurs souvent rebelles aux carcans de la censure religieuse, idéologique, et des pouvoirs économiques. C'est donc aussi le renforcement par notre présence et notre soutien à cette culture-là que nous éviterons peut-être le piège d'une culture de masse unique, commerciale, vendue par les marchands d'ici et d'ailleurs, présents à Seattle.

Daniel... groupe du Gard

- (1) Libération du 27 novembre 1999.
- (2) Les mots ont leur importance : les termes « les Européens » ou « les Américains » ne sont employés ici que pour désigner les technocrates, et marchands, les bourgeoisies et les capitalistes. Nous savons que l'usage abusif de ces termes laisse penser que les classes sociales sont remplacées par une homogénéité nationale alors qu'il n'en est rien.
- (3) Libération du 29 octobre 1999.
- (4) L'industrie cinématographique américaine détenait 70% du marché européen en 1996 (Libération du 27 novembre 1999).
- (5) de l'association Alternative libertaire (France).
- (6) tellement libertaire qu'il s'est même retrouvé les nationalistes du MDC pour le signer!



libertés, c'est bien sous les coups conjugués des marchands et des États.

... je sors mon traveller !

En fait, ce qui intéresse les marchands de produits culturels du monde entier, et c'est pour cela que la lutte est âpre, ce sont les moyens des règles pour garder le contrôle de la propriété intellectuelle des œuvres qui seront diffusées à très grande échelle sur Internet, les télévisions satellites ou câblées. Le piratage y règne ou y régnera en maître. Donc, Seattle risquait de sonner la fin de la gratuité des consultations de livres, disques, banques d'images, enregistrements et copies diverses sur le réseau des réseaux notamment. Et sur ce point précis, tout le monde semble d'accord, américains comme français.

Et lorsque l'on nous dit que c'est l'avenir de la culture qui va se jouer à Seattle, il conviendrait mieux de dire « une certaine culture ». Car en fait, ce qui pouvait être décortiqué à ce sommet, c'est le partage des parts de marché des films et des programmes de télévision français (hauts lieux de la culture, c'est certain !) face aux télévisions et cinémas des autres pays. Il vaudrait mieux donc parler de « business » culturel, plutôt que de culture. Il s'agit bien de confrontations marchandes nationales masquées par des notions (« la cul-

ture qui sera marchandée à Seattle. Car cette culture-là est une culture de masse, uniformisée, calibrée pour toucher le plus grand nombre, et se doit d'être rentable. Ya-t-il alors une option défendable pour des anticapitalistes qui ne soit ni celle d'un Romain Goupil (cinéaste et ex-gauchiste made in LCR) qui se proclame « libéral-libertaire » pour justifier l'OMC ou celle d'un Bertrand Tavernier, capable de nous ressortir des diatribes anti-américaines et protectionnistes des années 70 ?

Alternatives au capitalisme et à sa culture

Dans cette affaire, il s'est même trouvé des libertaires (5) pour signer un appel unitaire (6) qui réclame un « contrôle citoyen de l'OMC », ce qui permet de ne pas remettre en cause son existence et le modèle de développement qui y est lié. Cette difficulté réelle à exprimer une position claire sur une question que se posent bien des gens est

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toubert
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie

Souscription Monde libertaire

Octobre 1999 : Thevenet J-C : 170 F ; Jule F : 100 F ; Viret, Peny, Gysens, Chambon JM, Aubel J, Takashi, Granry S, Diget JC, Tixier V, Liberto D, Thery L, Pajot, Laurent, Vandeweghe, Maillard, Penot, Dauphin, Boeuf : 50 F.
Total = 1170 F.
Soutien par prélèvement automatique :
Giraud-Chevignier : 300 F ; Les amis de Pierre-Besnard : 150 F ; Thierry Benoit, Hernandez, Alepuz, Zuate y Zuber D, Aumenier, Cabanettes, Perret, Peyraud, Etchegoren, Bedos, Claude, Carrière, Garcia Abadillo, Abassoff, Zuate y Zuber M, Guemene, Pivert, Veloson, Deconinck, Eytard : 100 F ; Sordet : 75 F ; Maier, Hedou, Legois, Martin, Duguay : 50 F ; Coindet : 30 F ; Pivert : 25 F ; Millot : 20 F ; Cornic : 10 F.
Total = 2860 F.

Les immigrés dans la fonction publique

En finir avec la préférence nationale dans l'Éducation nationale

L'INTÉGRATION DES NON-titulaires étrangers est une revendication qui pose visiblement un grave cas de conscience à la plupart des organisations. En effet, alors que toutes ou presque, avec plus ou moins de réticences il est vrai, affichent des positions favorables à la titularisation (au moins celle des maîtres auxiliaires), il n'y a guère que SUD, la CNT, École Émancipée et la Coordination nationale pour exiger, en préalable à la titularisation de tous sans conditions, l'abolition de la clause de nationalité. Que cette revendication reste pour l'instant minoritaire n'enlève rien à sa légitimité et nous continuerons à militer pour la voir aboutir. Les esprits évoluent et la publication récente de plusieurs études sur la question nous laisse penser qu'un regroupement plus large sur cette orientation n'est plus tout à fait impossible (1).

Une discrimination bien orchestrée

Il existe dans notre pays plus de cinq millions d'emplois « réservés », soumis au régime de la préférence nationale ou européenne, du simple fait des règles de recrutement de la Fonction publique. Cette forme légale de discrimination n'est quasiment jamais remise en cause tant il semble évident au plus grand nombre que les fonctions dévolues à l'État ne sauraient être confiées à des ressortissants étrangers. Ce dogme est pourtant largement battu en brèche aujourd'hui par l'évolution de la législation et, plus concrètement encore, par la pratique même des administrations.

En ce qui concerne le premier point rappelons tout de même que le code du travail interdit toutes les discriminations à l'embauche, notamment celles basées sur la nationalité (article L 122-45). Si de tous temps, l'État s'est autorisé à bafouer cette règle en se donnant le droit de réserver l'exclusivité de ses emplois à

ses seuls ressortissants c'est au nom du principe de souveraineté nationale. Cela peut se comprendre pour les postes qui relèvent de l'exercice de cette souveraineté, pour la Fonction publique dite « régaliennne », comme la police, l'armée ou la justice, mais l'argument n'est pas légitime dans les autres domaines, qui représentent l'immense majorité des effectifs de fonctionnaires. C'est en tout cas ce que le droit européen a arrêté, contraignant le législateur à modifier le statut de la Fonction publique pour en permettre l'accès aux citoyens de la Communauté (loi du 26 juillet 1991) puis de l'espace économique européen. Ce droit s'applique avec plus ou moins d'empressement selon les pays mais un certain nombre d'États ont déjà largement ouvert leurs administrations « non-régaliennes » aux étrangers. On peut se demander alors, ce qui continue à justifier chez nous le maintien des discriminations, à l'école par exemple ou dans la Fonction publique hospitalière.

Le second point relève du paradoxe: comment continuer à fermer la Fonction publique aux étrangers sous le prétexte que certains emplois ne sauraient par nature leur être confiés, alors que dans le même temps l'administration les recrute en grand nombre sur des statuts de non-titulaires pour qu'ils effectuent exactement les mêmes tâches? L'alibi ne parvient pas, on s'en aperçoit, à masquer la réalité d'une injustice flagrante dont la raison n'a rien à voir avec la souveraineté nationale.

Les immigrés se heurtent aux frontières administratives

L'Éducation nationale, qui emploie des milliers de non-titulaires étrangers pour enseigner dans les régions et les disciplines déficitaires, est l'une des administrations les plus touchées par cette ségrégation. On peut estimer que ceux-ci représentent environ 10% des maîtres auxiliaires et des contractuels, soit envi-

ron 4000 personnes. Ces collègues exercent souvent depuis fort longtemps. S'ils ont ainsi contribué à former des générations d'élèves, ils n'ont en revanche aucune possibilité d'intégration. À moins bien sûr

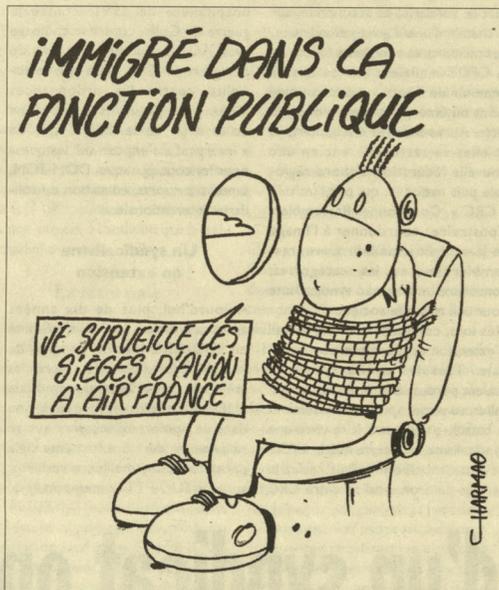
les conséquences. En effet, certains recteurs ont utilisé cet arsenal répressif pour licencier à tour de bras (une circulaire interne de 1994, annulée par le Conseil d'État en 1996, permettait de ramener le

barème des M-A étrangers, pour la plupart sous statut étudiant, à une valeur négative!).

Certains, après un an de chômage, ont été expulsés. D'autres, qui ont eu plus de chance à l'époque, restent aujourd'hui très lourdement pénalisés puisqu'on ne leur accorde souvent qu'une carte de séjour d'un an renouvelable (pour insuffisance de ressources, défaut d'intégration professionnelle, etc.). Considérés comme « inégaux en dignité et en droits » par l'administration, nos collègues précaires étrangers ne sauraient être exclus de nos revendications. Rien ne justifie, en effet, qu'ils doivent faire l'objet d'un traitement particulier sur le terrain syndical, pas même le sacro-saint statut de la Fonction publique qui, sur ce point, sert de caution à une forme particulièrement odieuse de discrimination.

Christophe. - SUD-Education (Grenoble)

(1) lire à ce sujet: « immigration-emploi et chômage un état des lieux empirique et théorique », dossier n°3 de CERC-association, « inégaux en dignité et en droits », dossier du n° 41-42 de la revue *Plein Droit*, éditée par le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), avril 1999 et « Le modèle français de discrimination », dossier du n° 4 de la revue *Mouvements*, mai-juin-juillet 1999, éditions de La Découverte.



d'obtenir au préalable leur naturalisation. Par les temps qui courent, il va sans dire que cette exigence est de plus en plus difficile à satisfaire. Surtout, elle semble totalement discriminatoire puisque désormais n'importe quel ressortissant de l'espace économique européen peut lui, à tout moment et sans nécessairement avoir déjà enseigné en France, se présenter à un concours de recrutement.

Doublement précaires, ils ont été et sont toujours victimes des lois xénophobes qui, de Pasqua à Chevènement, polluent notre démocratie. Ils en subissent encore aujourd'hui

Faits d'hiver

Logique d'ETA

Il y a quelques décennies de cela, à l'époque de Franco la muerte, l'oppression était manifeste, la répression féroce, et ils ne furent pas les seuls à prendre le chemin, légitime, de la lutte armée.

Oh, certes, l'objectif qu'il se proposaient d'atteindre (une prétendue libération nationale plombée par l'instauration de nouvelles frontières, d'une nouvelle armée, de nouveaux flics, d'un nouvel État...) comme le discours (une soupe rance de racines tiers-mondistes et d'orties marxistes) qui leur tenait lieu d'argumentaire, n'avaient pas de quoi nous faire grimper aux murs. Mais, nul ne pouvait contester qu'ils étaient dans l'urgence de la légitime défense. Mieux, en réservant leurs coups à la Guardia Civil et aux militaires, leur côté Robin des Bois en titilla plus d'un et plus d'une.

Reste qu'après la mort de Franco, l'instauration d'une démocratie bourgeoise et la mise en œuvre d'une certaine autonomie au pays basque espagnol, leur lutte (armée) ne pouvait que manquer chaque jour davantage de lisibilité.

Et comme elle commença à s'affaiblir du masque hideux du terrorisme (bombes dans les supermarchés) et de celui, tout aussi hideux, de l'assassinat de leurs militants désireux de poursuivre la lutte sous une autre forme, elle devint totalement illisible pour le tout venant et... complètement limpide pour tous ceux et toutes celles qui se refusent à épouser les billevesées nationalistes.

Jusqu'à il y a un an et demi, ETA, décimée par la répression et dégueulée par de plus en plus de gens, voyait chaque jour un peu plus son avenir s'éloigner dans le rétroviseur de l'histoire.

Et puis il y a eut cet éclair d'intelligence d'une trêve unilatérale. De la paix. Et l'évidence, dans la foulée, de l'ouverture du boulevard politique et social qui s'ouvre à tous ceux qui osent l'adieu aux armes pour le combat politique et social. Parce que l'État espagnol (comme l'État français) a pris cette trêve unilatérale pour un aveu de « faiblesse », s'est obstiné dans la répression et son refus de l'indépendance basque (mais, pouvait-il en être autrement?), ETA vient de décider de remettre ça.

Quelques dizaines de va-t-en-guerre, contre le désir du peuple basque et même des béni-oui-oui d'Herri-Batasuna, vont donc se la rejouer roi du revolver et de l'assassinat ordinaire.

Au royaume du nationalisme, c'est toujours la logique d'ÉTAT qui prévaut! Étonnant, non?

Jean-Marc Raynaud

En bref

■ La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15h30 à 18h au 10 rue Robert Planquette Paris 18^e (métro Abbesses ou Blanche). Les fermetures exceptionnelles, en cas de manifestation importante sont annoncées sur le répondeur au 01 42 23 32 18. Si vous avez des livres (sur l'anarchisme, l'histoire des luttes sociales et des révolutions, les luttes féministes...) qui dorment sur vos étagères, n'hésitez pas à en faire profiter la bibliothèque, les dons en argent et livres sont les bienvenus.

■ Le groupe Nada tiend des permanences les 2e et 4e samedis de chaque mois, de 15h à 17h au Café Lecture, 18 rue d'Antrechaux à Toulon.

■ Le groupe Albert-Camus de la F.A. assure une permanence tous les jeudis de 18h à 20h à l'Athénée A-Camus, 36, rue Cugnaux à Toulouse. Site web: <http://www/anarchie.net/aac>

■ Vous pouvez rencontrer des membres du groupe de Strasbourg de la Fédération anarchiste lors de la vente du Monde Libertaire tous les samedis à partir de 10h30 au marché de la Marne.

■ Bientôt une librairie anarchiste à Rouen! C'est possible... si vous souscrivez. Envoyez vos chèques à CES, B.P. 4202, 76 723 Rouen cedex. CCP: 4 469 70 R 035 Rouen (mention librairie).

SUD-CRC: Un bilan 11 ans après l'exclusion des moutons noirs

C'EST AU COURS DU Conseil fédéral des 8 et 9 mars 1989 que la Fédération CFDT Santé-sociaux décida d'expulser ses syndicats de la région parisienne qui au cours de la grève des infirmières et des personnels de santé à l'automne 1988 s'étaient révévés « trop combattifs » dans le soutien à ce conflit, remettant en cause publiquement la mollesse de l'action de la fédération. En septembre et en octobre 1988, « Ni nonnes, ni bonnes, ni connes » avaient fleuri sur les lèvres des manifestantes et des manifestants, fédérés qu'ils ou qu'elles soient syndiqués, ou non, associés ou non dans des associations professionnelles. En effet, il s'agissait toutes et tous ensemble de revendiquer une dignité et une reconnaissance professionnelle: ne pas se résigner à n'aligner que des actes prescrits mais chercher à donner sens à un travail auprès de personnes malades, souffrantes ou mourantes.

Ni nonnes ni bonnes, ni connes

C'est vrai que l'héritage des soignants est avant tout religieux, c'étaient les « nonnes ». Puis se fabriqua l'auxiliaire médical, rien

qu'auxiliaire, accessoire comme sont censées être les « bonnes ». Et la technologie évoluant, et la formation initiale devenant plus exigeante, continuer à n'être que dans l'ombre des médecins, soumises à l'obéissance, alors c'était devenir « connes ». La lutte de 1988 fut animée, portée par les femmes, par beaucoup d'entre elles qui n'avaient jamais fait grève et avaient découvert là, solidarité et autonomie, sur le chemin d'une dignité revendiquée. Les militants et adhérents exclus de la CFDT n'allaient pas se laisser démunir de l'outil syndical au moment où émergeait une volonté de lutte. Après maintes discussions, ils et elles se rassemblèrent en une nouvelle fédération d'abord régionale puis nationale qui prit l'intitulé « CRC », Coordonner-Rassembler-Construire: coordonner à l'image de la coordination infirmière, rassembler toutes les catégories, construire un nouveau syndicalisme pour une nouvelle société.

Dès lors, commença le long travail d'extension et d'implantation syndicale. Tous les droits syndicaux étaient perdus: établissement hospitalier ou social après établissement, la bataille s'engagea à faire vivre un syndicalisme actif alors que la CFDT devenait moribonde. Puis ce fut le partage du droit syndical entre CRC

et CFDT, entre action syndicale et antériorité historique. Dans le privé, tous les procès intentés par la CGT ou la CFDT furent déboutés et les élections de délégués du personnel permirent de confirmer l'audience du CRC.

En effet, les luttes continuaient que ce soit avec le CREM (Collectif régional de mobilisation dans le secteur social) ou contre la réforme hospitalière de 1991, contre la guerre du Golfe, contre le chômage avec AC1 ou encore la grève de décembre 1995 en toute intersectorialité contre les ordonnances Juppé: car pour les « moutons noirs » (1) de la CFDT, agir en « interprof » s'impose sur les questions fonction publique, DOM-TOM, santé, transports, éducation ou solidarité internationale.

Un syndicalisme en extension

Aujourd'hui, plus de dix années après sa création, le CRC s'est muté en SUD-CRC lors du Congrès de juin 1997: il semblait alors, après les grèves de l'hiver 95 où des syndicats SUD se constituaient peu à peu dans de nombreux secteurs que se rassembler derrière le même sigle permettrait une meilleure visibilité: après le SUD-PTT contemporain du

CRC, c'était l'éclosion de SUD à la SNCF, à l'AFPA, dans le commerce, dans l'éducation, dans le secteur bancaire, au trésor, dans les collectivités territoriales... Déjà des liens s'étaient tissés avec le groupe des Dix, dont le SNUI (impôts) en est la cheville ouvrière, aussi bien dans les mouvements contre le chômage ou contre le G7 et les dégâts du libéralisme, ou la lutte pour la réduction du temps de travail. Dorénavant, l'adhésion au groupe des Dix était acquise, à défaut de pouvoir constituer une confédération interprofessionnelle.

SUD-CRC compte 4 000 adhérents et adhérentes issus du secteur sanitaire et du secteur social, de la fonction publique et d'entreprises privées à but non lucratif ou à but lucratif. Aux élections de la fonction publique hospitalière qui se déroula le 28 octobre dernier, le SUD-CRC a réuni 20 000 suffrages et se situe quatrième organisation syndicale sur le plan national parmi les neuf qui se présentaient, et troisième en Ile-de-France avec près de 18 % des voix, derrière la CGT et la CFDT et devant FO. La CFDT n'a pas réussi à écraser un syndicalisme qui prône la transformation sociale. Des non syndiqués ou des anciens de la CGT rejoignent aujourd'hui le SUD-CRC. Caractérisée et stigmatisée comme

trotskiste, cette fédération a rassemblé des salariés de diverses sensibilités politiques, des travailleurs qui ont en commun de lutter autant contre les patrons que contre toute forme de bureaucratie syndicale, qui se fédèrent avec l'exigence de maîtriser leurs revendications et leurs formes d'actions, de décider par eux-mêmes pour contribuer à transformer tout autant le secteur sanitaire et social, le syndicalisme (2) et les rapports entre personnes, que l'organisation de la société.

Difficile défi, bien sûr!

Hélène Hernandez Groupe Pierre-Besnard

(1) C'est ainsi que les surnoms Edmond Maire lors de son dernier congrès CFDT, à Strasbourg, en novembre 1988, avant de lancer la chasse à ses opposants et de réquisitionner les locaux de la bourse du travail, rue Charlot, à Paris, qui étaient jusqu'alors occupés par les syndicats parisiens santé-sociaux et le Comité Régional de Coordination des syndicats santé-sociaux de la région parisienne (le fameux CRC).

(2) Les statuts tels qu'écrits et tels que pratiqués prévoient explicitement la rotation des mandats, le respect de l'expression et des décisions des divers syndicats qui composent la fédération, le non cumul de fonctions politiques et de fonctions syndicales.

Congrès d'un syndicat oppositionnel CFDT

LE 30 SEPTEMBRE DERNIER, S'EST tenu à la Bourse du Travail de Lyon, le congrès du Syndicat Commerce et Services du Rhône, le précédant remontant à 1995.

Les commerces et les services, qui représentent actuellement plus de 4,5 millions de salariés en France, sont un secteur en développement, avec de gros champs professionnels qui emploient de nombreux salariés à bas revenus (hôtellerie-restauration et grandes surfaces par exemple).

Les conventions collectives sont souvent en retard (43 heures au lieu de 39 dans la restauration) et les conditions de travail difficiles ajoutées aux faibles salaires induisent un turn-over important, facilité par toutes sortes de contrats précaires. Cerise sur le gâteau: il n'y a pas de tradition d'implantation syndicale.

Un bilan positif

Face à cette situation, le bilan de ces quatre dernières années d'activité du syndicat du Rhône sont positives. Le syndicat a connu un développement continu du nombre de ses adhérents (environ 700 en 1995, plus de 1 300 en 1998). Ce développement se traduit aussi par un nombre important de sections syndicales d'entreprises (une soixantaine), ce qui fait du syndicat du Rhône le cinquième de la Fédération des Services CFDT, mais le premier syndicat regroupant les

deux branches professionnelles. En trois ans, de 1997 à 1999, 23 sessions de formation (de base, CE, CHS-CT) ont été assurées par des militants du syndicat, suivies par 233 stagiaires sur 740 jours de formation.

Une trentaine d'entreprises se sont mises en grève (pour certaines plusieurs fois), avec l'appui des sections syndicales et du Syndicat. Ces grèves ont été souvent dures, notamment à MacDo Lyon où le délégué syndical a dû subir une répression patronale féroce, avec mises en examen et perquisitions. Des conflits ont été exemplaires, comme aux restaurants de l'aéroport de Satolas où trois semaines de grève au début de cette année ont fait plier la direction.

Durant les cinq dernières années, le Syndicat a géré lui-même tous les dossiers juridiques, notamment aux prud'hommes: soit 120 dossiers confiés à 3 avocats proches et plus de 200 dossiers suivis par des défenseurs syndicaux. Le Syndicat a fonctionné et les salaires du secrétaire et de la secrétaire administrative ont pu être payés grâce aux ressources générées par les formations, des 26 % de cotisations des adhérents qui restent au Syndicat et, pour 13 % du budget, par une contribution de l'Union Départementale et l'Union Régionale. Depuis septembre 1996, le Syndicat est ouvert pratiquement sans interruption de 7h à 19 heures du lundi au vendredi.

Le Bureau du Syndicat, composé de 10 membres élus issus de sections d'entreprises, s'est réuni deux fois par mois et le Conseil, composé de toutes les sections, s'est réuni en moyenne quatre fois par an.

Un syndicat oppositionnel

Le Syndicat a participé à tous les congrès des différentes structures de la CFDT, par des interventions, des amendements et des contributions. La plus intéressante, est sans conteste celle préparée pour le congrès de la Fédération des Services à Toulouse en juin dernier. Reprise sous la forme d'une brochure, elle met à plat les pratiques et les dérives de l'équipe fédérale sortante.

Du côté des ressources financières de la Fédération, il ressort que 28 permanents sur 54 sont payés de manière occulte par de grosses boîtes du secteur professionnel (Casino, Accor, Carrefour, Auchan) et plus de 40 % des recettes proviennent du sponsoring patronal (voir l'exemple de Giraudy dans le *Canard Enchaîné* du 2 novembre 1998). Cette collusion de l'équipe fédérale avec le patronat ne date pas d'hier puisqu'en 1995 elle a créé la société Chorus (insertion par l'intérim, capital 1 894 000 FF) avec les groupes Accor, Adecco et Messidor! Pour toute réponse aux demandes d'explications sur ses comptes, la Fédération a eu le

cynisme de venir contrôler les comptes du Syndicat du Rhône un mois plus tard...

Les syndicats oppositionnels (Héroult, Paris, Lyon) se sont vu supprimer les moyens financiers pour leur fonctionnement et leur développement en provenance de la Fédération. Avec la complicité de certains délégués centraux ou nationaux, les cotisations des adhérents des entreprises nationales sont rapatriés sur les syndicats réputés être dans le giron de la Fédération des Services.

Bien entendu, c'est dans les entreprises que la politique de collaboration de la Fédération va faire le plus de ravages. Ainsi, dans le combat que mène le Syndicat du Rhône et la section syndicale contre MacDo-Lyon depuis 1992, la Fédé n'aura de cesse de casser la lutte, en exerçant des pressions et en essayant de négocier par en haut. Ce fut un échec. Par contre, l'attitude de délégués centraux dans d'autres conflits (Ibis, Ikea, Saint Maclou) conduit les sections à se battre contre les patrons et la Fédé!

Orientations du syndicat

Avec les 35 heures, les sections syndicales de plusieurs secteurs (informatique, alimentation) se font poigner dans le dos par des accords signés au détriment de l'intérêt des salariés. A la veille du congrès du Syndicat du Rhône, les informaticiens ont préféré créer un syndicat

Sud-Commerce et Services, rejoint, semble-t-il prochainement par quelques sections d'autres secteurs. Les sections lors du congrès ont majoritairement voté pour les orientations proposées par l'équipe sortante. Pour un syndicalisme en phase avec la réalité des entreprises de nos secteurs, où les salariés subissent quotidiennement la précarité, la flexibilité, synonymes de contrats de travail à temps partiel, de bas salaires et d'horaires en perpétuels changements. Cette violence quotidienne met en danger la vie familiale et personnelle et aboutit, dans de nombreux cas, à des arrêts maladies et à des dépressions nerveuses.

Face à l'augmentation de la répression syndicale et des pressions diverses, les réponses qui doivent être apportées sont concrètes et passent par un syndicalisme de proximité et de disponibilité (maintien des permanences journalières, des interventions dans les entreprises, l'augmentation de la syndicalisation et la structuration des sections). Les dossiers de la réforme des retraites, de la réduction du temps de travail, de la protection sociale et de la recomposition syndicale vont chambouler le syndicalisme et le paritarisme en France. Notre action doit être guidée par la justice sociale, par la solidarité, par la répartition des richesses et l'efficacité syndicale.

Ricardo, groupe Kronstadt
(Lyon)

Mauroy cède face aux sans-papiers en lutte

LES SANS-PAPIERS DE LILLE, expulsés de leur local par Pierre Mauroy le 19 novembre dernier (cf notre article la semaine dernière), sont en passe de réussir leur pari : celui de forcer la ville à leur attribuer un nouveau local de lutte collective.

Grâce à de multiples manifestations sauvages et plusieurs occupations de

lieux publics, le Comité des sans-papiers de Lille avait fini par obtenir pour le mardi 1^{er} décembre l'ouverture de négociations avec la mairie.

Jusqu'alors, le maire était resté complètement fermé à toute solution faisant intervenir la municipalité. Il avait convoqué à cette réunion le Comité des sans-papiers, la Ligue des Droits de l'homme, le MRAP, la CGT la CFDT.

ainsi que l'ensemble des représentants des cultes, la préfecture, le conseil général, le conseil régional. Son intention était évidente : se décharger sur tout ce beau monde du problème qu'il avait lui-même créé. Hélas pour lui, tout ne s'est pas passé comme il le souhaitait. Les participants à cette réunion ont ainsi reconnu la légitimité de la revendication d'un local de lutte pour le Comité des sans-papiers : un tel local est indispensable pour la visibilité du mouvement, son caractère de lutte collective et la sécurité de ceux qui sont sortis de l'ombre.

L'Église elle-même, qui avait ordonné l'expulsion du Comité de l'église de Wazemmes à Lille lors de l'occupation du 21 novembre, s'est ainsi déclaré prête à trouver dans son patrimoine immobilier (et il est important...) un local pour les sans-papiers, à condition que la municipalité en assume le coût.

La lutte paie

Nouvelle rencontre le jeudi 3 décembre, nouveau ton de la part de la mairie : elle aurait toujours soutenu les sans-papiers et les soutiendrait encore ; et elle serait prête à assumer (avec d'autres collectivités locales) le coût de la location d'un local pour le Comité des sans-papiers tout en affirmant ne pas en disposer dans son patrimoine immobilier.

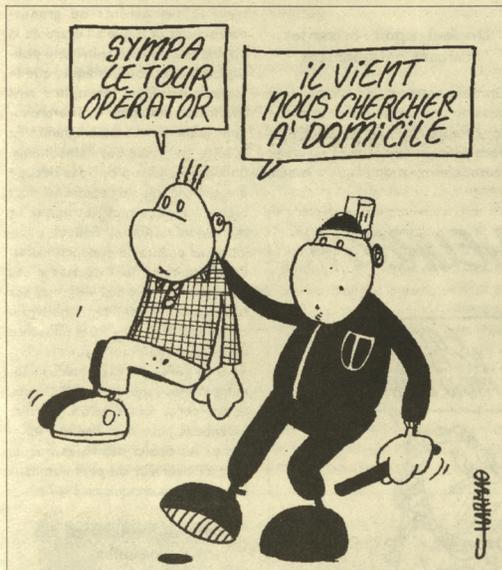
Une solution provisoire viendra donc de l'évêché : il propose de mettre à disposition un local partagé avec la JOC à Lille, de manière provisoire (pour six mois maximum), le temps de trouver

chronique anarcha-féministe L'heur de la traite

C'est bien connu, les étranger-e-s viennent chez nous pour piquer notre boulot, séduire un-e autochtone et lui coller des mouffets pour devenir inexpulsables. Et voilà que des étranger-e-s majeur-e-s ou mineur-e-s surenchérent ! Il y a ceux/celles qui sont séquestré-e-s par un mari ou des employeur-e-s pour garnir le lit et tenir la maison, soit l'ancienne version des devoirs conjugaux. Et il y a ceux/celles qui servent d'égout séminal commun à la misère sexuelle masculine. Les clandestin-e-s sont recruté-e-s par de fausses offres d'emploi ou acheté-e-s au prix local, notamment les orphelin-e-s. Elles et ils sont ensuite drainé-e-s vers l'Occident ou ses touristes et sa demande intarissable de chair à éjaculat.

La loi de l'offre et de la demande, la main invisible telle que nous la vante les converti-e-s au libéralisme. J'ai entendu un jour : « Mais comment peuvent-ils avoir envie ? Elles ont cinquante ans et il y a des poubelles sur le trottoir ! » Intéressant. Il semblerait que ce ne soit pas une envie mais plutôt de l'ordre du besoin naturel. À tous prix. Celui de l'anéantissement d'une personnalité. Celui de viol répétés (la prostitution n'est que forcée). Celui du glissement de terrain. De la boîte crânienne vers les testicules.

Lili-Marléne



Une « maison » définitive pour le Comité des sans-papiers. L'ensemble des participants à la réunion, mairie comprise, s'engage à chercher ce lieu le plus rapidement possible.

Le Comité des sans-papiers, lors de son assemblée générale tenue le soir-même, a accepté la proposition avec des réserves d'importance : à tout moment, le comité devra conserver une totale autonomie de décision et de gestion du futur local. D'autre part, la question de savoir si d'autres sans-papiers pourraient mener une grève de la faim dans le futur local n'est même pas à débattre et ne saurait constituer un obstacle à l'attribution d'un local. Le comité se méfie même d'une possible stratégie

d'institutionnalisation à son égard en refusant de se constituer en association loi 1901 et en refusant de participer à l'association qui serait créée pour être légalement responsable des lieux.

Reste une question « sensible » selon l'évêché : la grève de la faim menée par 34 sans-papiers depuis le 17 novembre. L'église n'est pas prête à accueillir les grévistes dans ses murs. La balle est donc maintenant dans le camp de la préfecture : qu'elle régularise rapidement et la grève de la faim s'arrêtera. Lille pourra peut-être retrouver un calme qu'elle avait perdu depuis 15 jours.

Bertrand Dekoninck
groupe Métropole lilloise de la FA

La Corse sombre dans la violence aveugle

LA SPIRALE DE LA VIOLENCE FAIT BASCULER LA CORSE DANS LE monde des attentats destinés à tuer de manière aveugle, simplement pour attirer l'attention des médias et établir un rapport de force entre groupes rivaux. L'attentat récent contre l'URSSAF a été causé par une charge d'au moins 50 kg. « Ajaccio n'est pas Beyrouth » a alors ironisé le porte-parole d'un groupe indépendantiste. Certes, mais c'est déjà Palerme, avec des relents de fascisme et de xénophobie qui conduisent logiquement les nationalistes à peindre sur les murs « Français dehors » et à plastiquer le domicile de personnes qui ne sont pas nées sur l'île. Diverses organisations ont engagé, au niveau de leurs vitrines politiques, une laborieuse recomposition sous la bannière d'Unita, officialisée quatre jours après les explosions d'Ajaccio.

Vrais problèmes et vraie dérive

Cette situation a en fait commencé il y a environ 5 ans par la lutte sans merci que se sont livrés divers groupes nationalistes pour le contrôle du « gâteau » financiers de la lutte politique. C'est là que les nationalistes ont basculé irrémédiablement dans les activités mafieuses.

Le 1^{er} juillet 1996, Charles Pieri leader de la Cuncolta a été grièvement blessé, perdant un œil dans l'explosion d'une voiture piégée. Un attentat qui a coûté la vie à un autre membre de la Cuncolta, Pierre Lorenzi.

En un an, la guerre entre les différents mouvements séparatistes corses a tué une quinzaine de fois. La justice n'a jamais retrouvé le moindre coupable. Cela n'est pas surprenant quand on sait que les gros bras de la justice antiterroriste résolvent à peine 2 % des enquêtes terroristes dans l'île. Le caillou a aussi des allures de gâteau que se disputent, les armes à la main, des bandes rivales. C'est bien entendu la région la plus subventionnée de France avec environ 30000 francs par corse et par an. La dernière loi de finance a d'ailleurs renforcé cette politique d'assistanat.

Pour comprendre comment une fraction significative de la population soutient activement les nationalistes malgré leurs insupportables dérives manieuses, il faut avoir à l'esprit qu'il n'en a pas toujours été ainsi et que dans les années 1970 les nationalistes ont incarné une espérance réelle pour les Corses coincés entre le clanisme et l'affairisme. La création de l'Action Régionaliste Corse (ARC) par les frères Max et Edmond Simeoni a soulevé un espoir. A cette époque, Paris, considérant la Corse comme un simple dialecte de l'italien, refuse de lui accorder un statut de langue régionale. L'île qui bénéficie de mille kilomètres de côtes commence à être mise en coupe réglée par l'industrie des loisirs. Le nombre de touristes passe ainsi de 240 000 en 1965 à 512 000 en 1971. Le schéma d'aménagement de la Corse en prévoyait deux millions en 1985 (alors que la population locale n'atteint pas 250 000 âmes). Bref, c'est aussi à une véritable « balnéarisation » de la Corse, que la population a réagi.

Les Corses ont eu peur d'être submergés par les touristes, les promoteurs et les salariés venus du continent. Ajoutez une vie politique dominée depuis des siècles par deux clans. L'un dit de gauche au Nord, l'autre de droite au Sud. Mais quand l'ARC des frères Simeoni décide d'occuper pacifiquement une cave à Aléria en 1975 pour dénoncer le sucrage illégal des vins corses, Paris envoie des hélicoptères et des milliers de gendarmes. Il y aura deux morts et deux blessés graves. La répression a été aveugle. Un Corse sur mille s'est retrouvé en prison ou en fuite dans le maquis. Après la période répressive à tout crin, le pouvoir parisien va choisir la compromission la plus basse et devenir lui-même un des acteurs du jeu mafieu.

Des militants reconvertis dans les « affaires »

L'exemple de Bastia Securita est éloquent. La principale société de transports de fonds de l'île appartient au mouvement nationaliste et sert, entre autre, à prélever « l'impôt révolutionnaire » et à blanchir l'argent. La tentative de fermeture de cette entre-

prise trop voyante a même été emblématique des approximations de la politique de l'État dans l'île. La décision de Bernard Lemaire, alors préfet de Haute-Corse, de suspendre l'autorisation de fonctionnement de cette société de transport de fonds a été annulée par le tribunal administratif de Bastia. La démarche légale n'avait pas été respectée par le préfet ! La Corse est devenue le seul endroit au monde où les gangsters n'attaquent plus les transports de fonds, car ils sont à l'intérieur. Cette situation a été dénoncée par ceux des nationalistes qui avaient déjà réussi à s'en mettre plein les poches. C'est le cas du MPA baptisé par ses détracteurs le « Mouvement pour les affaires ». À l'approche de la quarantaine, la plupart de ses militants se sont reconvertis dans le tourisme, le commerce, les bars et les boîtes de nuit. Bref, « ils ont déjà mangé », pense avec mépris, beaucoup de Corses. Ces anciens clandestins n'ont plus ni l'envie ni les moyens de lutter contre les troupes d'autres groupes plus récents, recrutées parmi les petits agriculteurs des montagnes arides, ou dans les quartiers populaires sud-bastiais de Lupino et Montesoro qui, eux, « n'ont pas encore mangé ». Des bandes souvent dépourvues de formation politique, mais fascinées par les armes. Il est vrai que la dérive idéologique des indépendantistes corses a pris de telles proportions que *U Ribambu*, l'organe de la Cuncolta a été jusqu'à dénoncer « le lobby sioniste », et à s'en prendre aux origines de Guy Benhamou, le journaliste de *Libération*, dont le domicile a été mitraillé il y a quelques années, après la publication d'articles sur le racket politique dans l'île. Cette évolution n'est pas surprenante pour des libertaires qui dénoncent (seuls !) les véritables natures de l'État et du nationalisme, mais elle a participé activement au pourrissement de la situation. Aujourd'hui, le gouvernement Jospin abandonnant son apparente politique de fermeté sans négociations, invite à Paris tous les élus de l'île, nationalistes compris et cela sans aucun préalable quant au terrorisme. Il va y avoir une brochette de ripoux et de mafieux à Matignon qui n'augure pas de lendemains heureux pour les Corses.

Franck Gombaud (Rennes)

dans le monde

Israël-Palestine: l'égalité ou rien

Nous publions ici un compte rendu de l'émission de radio « Le monde comme il va », présentée par Nasser et Patsy tous les mercredis de 19h30 à 20h sur radio (?) de Nantes. Il s'agit ici d'une présentation du livre « Israël-Palestine : l'égalité ou rien » dont l'auteur Edward Saïd, intellectuel palestinien, enseigne la littérature comparée à l'université Columbia aux Etats-Unis. Loin des sentiers battus et des passages de pommade médiatiques, E. Saïd, a écrit 26 textes, qui depuis la signature des accords d'Oslo en 1993 fait le point sur la situation et les perspectives du peuple palestinien.

POUR BEAUCOUP, LA SIGNATURE des fameux Accords d'Oslo en 1993 fut un de ces grands moments de l'histoire contemporaine. Pour beaucoup, sagesse et bon sens venaient de marquer un point dans un conflit vieux de plusieurs décennies, dans un conflit sanglant qui semblait sans issue. Alors, on célébra, d'un côté, la reconnaissance par l'État d'Israël de l'OLP comme instance représentative du peuple palestinien; on célébra, de l'autre, la reconnaissance par l'OLP du droit à l'existence de l'État israélien. Et Yasser Arafat serra la main de Rabin sous le regard ému du président américain, les flashes flashèrent, les télécopieurs télécopèrent, et si certains observateurs firent remarquer que cet événement n'était qu'une première étape dans un long processus de réconciliation, rares furent les voix à s'élever et à qualifier cette cérémonie de mascarade honteuse.

Israël délègue la répression à Arafat

Pour Edward Saïd, Oslo fut un Versailles palestinien. Un accord terrible entre deux adversaires, l'un, Israël, en plein forme et puissamment soutenu notamment par les États-Unis, l'autre, l'OLP, en déliquescence, prête à tout pour continuer à exister. Car à Oslo, Israël n'a rien lâché. Au contraire, elle a confié à l'autorité palestinienne le droit de faire la guerre à son propre peuple dans la bande de Gaza, terri-

toire dont la misère et le surpeuplement servent de terreau aux extrémistes religieux du Hamas et du Jihad Islamique.

Cette stratégie ne doit rien au hasard. Les sionistes au pouvoir en Israël se savaient confrontés à un problème qui demeure encore aujourd'hui incontournable: Israël ne peut rester éternellement une citadelle assiégée, entourée de Palestiniens revanchards, revanchards parce que purifiés ethniquement de leur territoire en 1948. Il leur fallait attendre le moment propice pour faire montre de bonne volonté. Ce moment est arrivé au début des années 90. Face à eux, les israéliens ont trouvé une OLP financièrement exsangue, esseulée sur la scène internationale, dont le leader, vieillissant, était prêt à toutes les concessions pour installer sa cour au pouvoir et finir sa vie à la tête d'un État palestinien, même ridicule, même fantôme. Mais, comme le souligne Edward Saïd, « rien de ce qui s'est passé ne peut se comprendre si l'on ignore la politique régionale américaine, fondée sur une pacification au bénéfice de sa propre domination sur la région, et de son accès au pétrole aux prix les plus bas ».

Six ans après la signature de cet accord, la situation n'est guère brillante. Arafat gère en autocrate son protectorat sous le regard affectueux de Tel-Aviv et Washington. Tandis que la moitié des habitants de Gaza vit dans des conditions sanitaires et sociales déplorables, le clan

Arafat, l'appareil politique de l'OLP fait des affaires avec les dizaines de millions de dollars qui lui parviennent chaque mois. L'argent censé servir au développement finit dans les banques suisses ou dans les poches des amis, et dans celles de la bureaucratie pléthorique qui encombre les bureaux de l'Autorité palestinienne. Sans oublier bien sûr le nombre hallucinant de policiers qu'il faut payer! Et Edward Saïd nous rappelle judicieusement que « Le coût de cette police proliférante se monte à près de 500 millions de dollars par an, ce qui ne laisse pas grand chose pour le logement, l'éducation, la santé, la protection sociale ».

Dans son livre, Edward Saïd ne propose pas de recettes. Ce n'est pas un politicien, il n'est pas intéressé par le pouvoir. Il a conscience que le mouvement national palestinien est

arrivé à un point central de son existence. Soit il disparaît, abattu par l'affairisme et la violence politique, soit il régénère son discours en prenant acte:

- d'une part qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit israélo-arabe,
- d'autre part que s'il est possible d'obliger les Israéliens à se retirer des territoires occupés, il est aberrant d'imaginer qu'ils « pourraient disparaître ou retourner en Pologne, en Russie ou en Amérique ».

Un seul espoir: briser les carcans nationalistes

Conséquemment, Saïd considère que « le seul espoir réside dans une coexistence digne et loyale entre les deux peuples, fondée sur l'égalité et l'autodétermination », que « le défi,

à leur profit, la colère et la frustration de la majorité du peuple palestinien, mais également à transformer le combat antisioniste en un combat religieux marqué du sceau de l'antisémitisme et du négationnisme.

Edward Saïd sait bien qu'aujourd'hui, une nouvelle génération d'historiens juifs israéliens s'intéresse de près à la fondation de l'État d'Israël et remet en question l'histoire officielle. Cette nouvelle histoire se fait à tâtons, car il est difficile d'admettre que ses parents ou grands-parents ont pratiqué à l'égard de la population palestinienne une politique d'épuration ethnique, que le massacre de Deir Yassin, le 9 avril 1948, avait bien pour but de provoquer la terreur et conséquemment la fuite en masse des Palestiniens, qu'ainsi les Juifs n'ont pas occupé une terre vierge de population, mais bien un espace multi-ethnique et multi-confessionnel. Pourtant, aujourd'hui encore, le discours majoritaire est celui qu'il décrit: « Les Palestiniens sont des violents, des terroristes, pendant qu'Israël continue à être "une forte puissance démocratique établie sur les cendres du génocide nazi", mais nullement sur les cendres de la Palestine. C'est cette occultation qui est essentielle pour nier depuis si longtemps les droits des Palestiniens, tant à l'intérieur du pays que dans les territoires conquis en 1967 ».

Pour une solidarité des peuples

Mais la solution du problème palestinien ne pourra passer que par une prise de conscience des Israéliens eux-mêmes de la responsabilité historique de leur pays dans cet état de fait. Si Edward Saïd ne se fait aucune illusion sur la capacité de la gauche travailliste israélienne à modifier radicalement sa politique, il espère que de plus en plus nombreux, les Israéliens refuseront la politique mortifère de leur État et, en conséquence, sauront lier leur sort à celui des palestiniens: « si nous nous efforçons, écrit-il, d'expliquer aux éléments démocratiques de la population d'Israël que nous voulons la même chose qu'eux, c'est-à-dire l'égalité des droits et une vie décente dans la paix et la sécurité, nous pourrions nous aider mutuellement dans notre lutte ».

Utopique? Peut-être. Depuis cinquante ans, les jeunes israéliens sont élevés dans la haine de l'Autre, de cet autre qui vit, parqué, dans la bande de Gaza, de cet autre qui lui jette des pierres et commet des actes terroristes; depuis cinquante ans, les jeunes palestiniens sont élevés dans la haine de l'Autre, de cet Autre qui a jeté leur famille sur les chemins de l'exil, qui le retient dans des camps, qui le matraque, le tue, l'emprisonne.

Depuis cinquante ans, des hommes et des femmes pensent que leur vie n'est possible que si l'Autre disparaît. Mais personne ne disparaîtra et seule la prise de conscience d'une nécessaire solidarité entre les peuples pourra briser le cycle infernal des crimes nationalistes.

Patsy



dans la toile

Pour consulter les textes situationnistes passés, présents et à venir, dans la mesure où ils seront écrits ou traduits en anglais, allez sur le site de Rebunk. (<http://www.mpx.com.au/~rebunk/>).

Le groupe anarchiste Main Noire du Québec, lance sa revue, *Le Mortier*, le 4 décembre (<http://altern.org/mainnoire/>). Toujours au Québec, vous pouvez aussi visiter le site de la Black cross locale (<http://burn.ucsd.edu/~abc/montpage.html>).

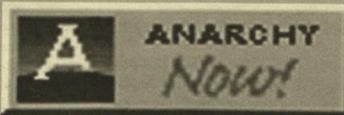
Pour vous tenir informé toutes les semaines (en anglais) sur diverses actions internationales, vous pouvez aussi consulter le bulletin de Schnews (<http://www.schnews.org.uk/>).

Connaissez-vous Ao (<http://cafe.rapidus.net/espaces/>)? Voici, en résumé, comment ils se présentent: Le nom «Espaces de la parole» est inspiré du titre d'un recueil du poète camerounais Fernando d'Almeida paru aux Éditions Silex en 1985. Il fait également référence à la poétique théâtrale du metteur en scène brésilien Augusto Boal qui cherchait dans ses représentations théâtrales à donner la parole aux spectateurs. Boal a appelé cette poétique le «Théâtre de l'opprimé» (publiée aux éditions La Découverte). La revue cherche à rallier création et réflexion, la parole étant susceptible de concilier les deux dans l'espace social. La revue «Ao! Espaces de

la parole» invite ses collaborateurs à prendre la parole et à occuper l'espace qui leur revient. Comme il faut favoriser l'émergence de la conscience sociale puis en prendre soin et comme nous croyons qu'un monde qui se fait est un monde qui se parle», soyons nos propres médias d'information.

«Ao! Espaces de la parole» est une revue alternative qui existe depuis 1995. Ao! est l'expression d'une présencedans cet espace. C'est un cri de ralliement dans un lieu de réflexion progressiste et de création. La revue publie des textes d'analyse et de critique rédigés par des gens qui ont un désir de changer les choses et de les faire bouger. Dans un registre proche, le Centre d'Études sur les Médias (<http://www.cem.ulaval.ca/>) s'efforce d'informer sur la vie des médias francophones en devenant (principalement) les télévision mais pas exclusivement). À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
samal95@aol.com



LECTURE

Le libéralisme contre les libertés

A propos de l'ouvrage « Les prisons de la misère »

L'OUVRAGE DE LOIC WACQUANT, LES PRISONS DE LA MISÈRE, est avant tout une éclatante démonstration de ce que le libéralisme n'a pas grand chose à voir avec la liberté. C'est aux États-Unis, pays le plus avancé dans la déréglementation et la marchandisation des rapports sociaux, que l'enfermement en prison est le plus important. À sa suite, les pays occidentaux appliquent le grand renfermement des pauvres à mesure qu'ils se libéralisent économiquement. L'intérêt de l'ouvrage est qu'il propose une foudroyante série de faits et de chiffres, utilisables par tout militant qui voudrait démontrer, preuves à l'appui, la criminalisation de la misère.

Le cauchemar américain

L'Amérique, ce modèle de réussite économique produit en réalité de plus en plus de misère : 35 millions de pauvres officiels, une extraordinaire sous-estimation du chômage (puisqu'il suffit de travailler une seule heure au cours de la semaine pour être rayé des statistiques du chômage), le développement du salariat pauvre, et tout à l'enca... Pour gérer cette misère, la prison. En deux décennies aux États-Unis, il y a eu un quadruplement de la population pénitentiaire. Si l'on ajoute à ceux-là ceux qui sont « sous main de justice », ce sont 5,7 millions d'américains qui sont concernés. Principales cibles : les pauvres et les noirs. La disproportion raciale est énorme ; en probabilité cumulée sur la durée d'une vie, un homme noir a plus d'une chance sur quatre de purger au moins un an de prison, contre une chance sur 23 pour un blanc...

L'augmentation rapide et continue des taux d'incarcération est une tendance qu'on retrouve dans presque tous les pays de l'Europe. L'État capitaliste, celui-là même qui devait se réduire à mesure que le marché étendait son emprise, dépense de plus en plus d'argent pour enfermer. Entre 1979 et 1990, les dépenses pénitentiaires des États-Unis se sont accrues de 325 % au titre du fonctionnement, de 610 % au titre de la construction. Les entreprises privées profitent pourtant égale-

ment de la manne et font de la prison une source de profits. L'État « libéral » n'enferme pas seulement, il surveille, il multiplie les fichiers, il les croise. Les cas très concrets de surveillance informatisée de la population qui se sont mis en place en Europe et qui sont rapportés par l'auteur font froid dans le dos.

Criminalisation des classes dangereuses

La propagande mise en place par les partisans américains du tout sécuritaire se diffuse progressivement en Europe, via la Grande-Bretagne. Au départ, il y a la doctrine de la tolérance zéro (ou théorie dite du « carreau cassé »), élaborée par les criminologues américains les plus conservateurs et fondée sur des justifications scientifiques bidons. Cette doctrine est mise en œuvre à New-York puis se diffuse rapidement dans le monde entier. Les promoteurs américains de ce modèle de répression de la déviance s'invitent ou sont invités dans les clubs de réflexion, les groupes de pression, les ministères des différents pays d'Europe. Tout ces gens qu'une profonde connivence de classe, idéologique rassemble font alors l'apologie de ce modèle et sont bien souvent relayés par les médias et par des chercheurs (sociologues, politologues) empressés de servir. S'il y a des importateurs nous dit L. Wacquant, il y a également des collaborateurs.

La démonstration est nette et sans bavure : sous l'effet des politiques de dérégulation, les inégalités se creusent, la pauvreté et la précarité augmentent, l'État pénal se substitue à l'État social devenu inutile ou encombrant pour les classes dominantes. Tout le reste n'est que littérature ou plutôt travail de sappe idéologique. Il s'agit de faire croire à l'existence d'un danger représenté par les pauvres, les immigrés, les jeunes, au moyen de toutes les fariboles possibles. Car en vérité, la sécurité n'est pas un « bien commun », c'est le droit du bourgeois pour qui l'autre est un ennemi. La prétendue « explosion des violences urbaines » n'a en réalité — lorsqu'on regarde les statistiques — rien d'une explosion. Les jeunes des quartiers de relégation ne bénéficient d'aucune impunité et sont sévère-

ment réprimés. Six mois de prison ferme pour les incendiaires de voitures de Strasbourg (1997), c'est pas mal non !

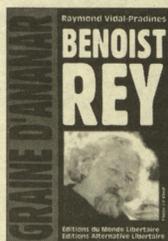
Wacquant est un sociologue de la bande à Bourdieu, il collabore épisodiquement au *Monde Diplomatique*. Alors évidemment, tout ça se ressent. Mais l'auteur ne propose ni une diminution de 0,05 % du nombre de détenus, ni un retour de l'État social. C'est « l'État comme organisation collective de la violence visant au maintien de l'ordre établi et à la soumission des dominés » qu'il dénonce. Et à vrai dire, il ne propose rien car ce n'est pas son propos. C'est le nôtre.

Nous qui ne condamnons pas l'État par principe mais parce qu'il a toujours été au cours de l'histoire l'instrument de domination d'une classe ou d'une caste sur le reste de la société. Faudra-t-il attendre d'un pouvoir plus à gauche que celui-ci que les choses s'améliorent ? Évidemment non. La prison est depuis ses origines — qui sont également les origines du capitalisme institutionnalisé — le moyen privilégié par les gouvernements de toutes obédiences pour contrôler le prolétariat, les « classes dangereuses » c'est-à-dire tout ceux qui en fait, remettent en cause le caractère sacré de la propriété. Ce ne sont pas les abus de la prison qu'il faut dénoncer, c'est la prison qui fabrique et reproduit de la misère et de l'exclusion sociale. Dénoncer la prison dans son essence, dans son principe, c'est dénoncer l'État.

Dans Suerte, ce roman génial de la prison, C. Lucas écrivait ceci à propos des détenus qui se mutinent pour obtenir une amélioration de leurs conditions d'enfermement : « De même que les ouvriers ne manifestent pas pour qu'on supprime leur usine, vous, vous ne vous mutinez pas pour sortir de prison. Vous voulez seulement y être bien. La qualité de la vie intramuros indexée sur le progrès social extra-muros ».

Français. — groupe Albert-Camus (Toulouse)

- (1) Wacquant (L.), *Les prisons de la misère*, Raisons d'agir, 1999. 40 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire* (44 F avec port, chèque à l'ordre de Publico).
(2) Lucas (C.), *Suerte, l'exclusion volontaire*, Plon, Terre Humaine, 1995.



Benoist Rey a toujours fait partie de ces inorganisés qui se méfient des embrigadements est l'auteur du livre « Les Egorgeurs », récit dénonçant les horreurs quotidiennes de la guerre d'Algérie. Livre interdit à sa sortie en 1961 et récemment réédité par les éditions du *Monde libertaire*. La brochure publiée dans la collection « graine d'ananar » vient utilement accompagner la lecture des *Egorgeurs*. Deux textes : l'un de Raymond Vidal-Pradines « raconte » Benoist Rey, l'autre de Benoist Rey lui-même est donc autobiographique.

Benoist Rey. Collection « graine d'ananar ». Editions du *Monde libertaire* et *Alternative libertaire*. 20 FF ; 100 FB.

copinage

Alain Aurenche chantera les 9, 10 et 11 décembre dans le restaurant « Le Soleil au cœur », 24, rue Keller, Paris 11^e. Renseignements : 01 47 00 33 50. Entrée : 60 F.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 9 décembre à 18 heures :
Si Vis Pacem : Contre les jouets guerriers.

samedi 11 décembre à 11 h 30 :
Chronique syndicales : le MNCP, AC! et la CNT à propos de la manifestation contre la précarité

dimanche 12 décembre à 20 h 30 :
Siècle éjectable : actualités anticléricales, souterraines et alternatives

mardi 14 décembre à 19 h 30 :
Paroles d'associations : Relais Enfants-parents (aide les enfants à garder des relations avec leurs parents incarcérés) avec Alain Bouregba, psychothérapeute.

La mémoire et l'horreur

EN AUTOMNE 1946, UN journaliste suédois erre dans les ruines des villes allemandes anéanties par les bombardements, et descend dans les caves à la rencontre de ceux qui s'y terrent. Ce journaliste n'est autre que Stig Dagerman. Dans ce reportage, qui va devenir un livre, traduit sous le titre de *Automne Allemand*, il entreprend une méditation sur l'angoisse et la culpabilité dans l'équivoque relation des voyeurs et des observés.

Devant les atrocités qui ont été commises, la souffrance extrême qui en a résulté, il espère que, la prochaine fois, il n'y aura plus de spectateurs pour porter témoignage mais uniquement des acteurs. En son temps, Stig Dagerman considère : « La distance est trop faible entre l'œuvre littéraire et cette souffrance extrême ; ce n'est que lorsqu'elle aura été purifiée par le temps que viendra le moment d'en parler. »

Ce précepte va être suivi à la lettre puisque une chape de plomb va recouvrir l'Histoire officielle de chacun des pays ayant participé à la destruction de tant de mondes. Une Histoire empreinte d'actes de résistance et d'héroïsme sera enseignée aux générations qui n'ont pas connu la guerre, dont je fais partie, une histoire où chacun était acteur de ses choix, bons ou mauvais, mais pas de ses conséquences. Et pourtant, l'immense majorité n'était-elle pas d'abord des spectateurs, acteurs de leur survie ? Une situation de malaise s'installe, que chacun de nous a vécu dans sa famille, puisque chaque famille est porteuse d'une mémoire refoulée relative à cette époque !

Cette mémoire, que l'on croyait enfouie, ressurgit aujourd'hui par le canal de l'écriture. La grande force, le grand mérite de ce travail, c'est qu'il n'est pas l'œuvre d'historien spécialiste en la matière ou d'un journaliste en manque de sensationnel (affaire Papon), mais d'écrivains qui n'ont pas vécu cette période, pour qui la langue est le seul moyen d'éviter notre génocide, l'humanité ayant déjà vécu son génocide.

La démarche la plus classique est celle que prend WG Sebald dans son livre *Les émigrants*, en ce sens qu'il adopte une démarche ethnographique fondée sur la base de témoignages ; il inscrit ainsi dans nos mémoires la trajectoire de quatre personnages de sa connaissance, que l'expatriation (ils sont pour la plupart juifs d'origine allemande ou lituanienne) aura conduit, silencieux, déracinés, fantomatiques, jusqu'au désespoir et à la mort. « Il n'existe ni passé ni avenir. En tout cas pour moi. Les souvenirs fragmentaires dont les images viennent me hanter ont un aspect obsessionnel. Quand je pense à l'Allemagne, elle se présente à mon esprit comme quelque chose de démentiel. »

Ces personnages, anonymes, silencieux, passent alors de la position de spectateur à celle d'acteur de leur témoignages, grâce à la langue de Sebald, les sortant ainsi de leur situation de sans-abri pour devenir des êtres de mémoire.

Ces récits ne sont pas neutres. Ils nous renvoient à la situation dans laquelle se trouve le monde actuel, et placent le lecteur dans la position dont parlait Stig Dagerman : une méditation sur l'angoisse et la culpabilité dans l'équivoque relation des voyeurs et des observés.

L'autre démarche est celle qu'adopte Lorette Nobecourt dans son dernier roman, *Horsita*, qui est de partir d'un être de fiction, en l'occurrence une jeune femme, Hortense, pour interroger le passé d'un père qui avait vingt ans en 1940.

Elle transgresse ainsi ce monde du non-dit, le silence de la famille pour découvrir que la vérité n'est pas une et indivisible — comme on nous l'a enseigné ! — mais multiple. « Le monde où nous vivons fonctionne comme les camps, dans la même fragmentation et le même refus de la responsabilité. [...] C'est là l'inconscient de notre monde. Cette industrialisation de la mort est un point de non-retour sur lequel s'est greffée l'industrialisation de la vie. [...] Les hommes aujourd'hui ne supportent plus d'appartenir à cette espèce qui n'a pu empêcher Auschwitz. Ils veulent se débarrasser de l'humain, de l'humain dans l'espèce humaine. Ils ne savent plus ce qu'est un homme signifie. »

Dans ce roman, Lorette Nobecourt plonge le lecteur, non pas dans une méditation sur l'angoisse et la culpabilité, mais dans la réalité quotidienne, c'est-à-dire le voyeurisme banal du génocide de la différence devant l'écran de télévision, pour nous inciter à retrouver le sens du mot liberté. En ce sens, *Horsita* est un roman psychanalytique, à lire absolument.

Boris Beysy

(Le Manège - *Radio libertaire*)

- Automne Allemand*, Stig Dagerman, Actes Sud.
Les émigrants, W.G. Sebald, Actes Sud.
Horsita, Lorette Nobecourt, Grasset.

Les anti-OMC s'imposent dans la rue

LES DÉPÊCHES DE L'AFP À LA clôture officielle des négociations samedi matin faisaient sourire. « L'OMC laisse à Seattle un goût amer : le rendez-vous mondial du commerce international devait être, pour les dirigeants de Seattle, une formidable occasion de montrer au monde la beauté de la Cité, de faire profiter la ville des bienfaits du commerce international. Mais le beau rêve s'est transformé en cauchemar » Une autre dépêche nous annonçait l'annulation simple de la conférence de presse de clôture : « Assiégés par les manifestants à l'extérieur, tirillés par les divisions internes... »

Échec donc, pour les partisans du libre échange, de la déréglementation, de la marchandisation de nos vies. Même la cérémonie d'ouverture n'a pu avoir lieu car plusieurs dizaines de milliers de manifestants déterminés ont paralysé l'ensemble du quartier réussissant même à bloquer dans leurs hôtels de nombreuses personnalités comme la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. Malgré tout, nous ne pouvons crier victoire : l'absence d'accord entre capitalistes a trop souvent provoqué des crises finan-

cière ou militaires (crash boursier, guerre mondiale...). Nous pouvons néanmoins être satisfaits que les anti-OMC aient pu s'inviter à la une des médias du monde entier afin de poser des questions sur la déréglementation des services, sur l'absence d'un droit social international... Car ne soyons pas dupes (ce n'était pas forcément le cas dans tous les cortèges anti-OMC), les divisions internes entre européens, américains... sont des conflits liés au partage des bénéfices du capitalisme mondial.

Lorsque Chirac déclare que « L'Europe a une grande tradition exportatrice en matière d'agriculture et que l'on ne peut revenir dessus » il ne défend aucunement une agriculture saine et de qualité, des revenus décentes pour les petites et moyennes exploitations ou l'autonomie alimentaire des « pays du tiers monde ».

Une opposition contrastée

La pensée unique, où la lutte de classes est rangée au rayon histoire, a été bousculée. Mais l'opposition au libéralisme reste contrastée. Elle

a été internationale avec des manifestations aux États-Unis mais aussi dans toutes les capitales européennes. À Londres, le 1^{er} décembre, 5 000 personnes manifestent contre l'OMC et dénoncent la privatisation des chemins de fer. Les banderoles parlaient d'elles-mêmes : « Tuez le capitalisme », « OMC = Organisation Mondiale des Cambrioleurs ». Des accidents ont émaillés la manifestation avec 40 personnes interpellées. À Genève on peut souligner l'idée originale de 3 personnes qui se sont introduites dans un local électrique, jouxtant le bâtiment principal de l'OMC et ont fait disjoncter les compteurs paralysant ainsi pendant quelques heures les serveurs informatiques du siège de l'OMC.

Mais aux États-Unis, à Londres, en France... deux courants se sont opposés : l'un réformiste et l'autre révolutionnaire. Les divergences sont à chercher autant sur les objectifs de société que dans les stratégies d'intervention. Le courant réformiste parle d'un contrôle citoyen de l'OMC et espère ainsi, après des décennies de social-démocratie, humaniser le capitalisme. Et comme pour le 11 décembre pro-

chain, nous allons battre le pavé contre le chômage alors que l'argent existe et qu'il suffit d'aller le chercher. À la manifestation classique, des groupes américains souvent proches des courants anarchistes ou écologistes radicaux ont décidé de bloquer la conférence : « Le capitalisme est la forme la plus avancée du cannibalisme, nous ne pouvons le réformer. » Après l'état d'urgence installé à Seattle, ce sont des habitants de quartiers qui sont descendus dans la rue pour protester contre les violences policières.

De toute évidence même si la casse n'est certainement pas un acte politique très lisible, au regard des milliards de bénéfices qu'ils peuvent se faire sur notre dos, cela semble bien ridicule...

En France au-delà de la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de manifestant(e)s, nous pouvons signaler quelques actions. À Paris à noter avec grand plaisir que le cortège de 50 militant(e)s du MDC de Chevènement a été expulsé de la manifestation. L'opération ne s'est

pas faites non sans difficulté puisque le Service d'Ordre du PC 93 a tenté d'intervenir (le MDC a beau légitimer l'expulsion de milliers de sans-papiers, la solidarité gouvernementale prime...), mais le MDC même en fin de manif a été rejeté et c'est là essentiel. À Cahors, le collectif ATTAC a pris des produits OGM dans une grande surface pour les déverser à la préfecture. À Nantes, le collectif OGM 44 a décidé d'organiser une manifestation en parallèle. Car derrière les aspects scientifiques où quelques experts jouent avec nos vies et notre santé, la seule logique des OGM est bien la rentabilité financière. Une galerie commerciale du centre ville a été occupée avec sortie de produits OGM. Notons qu'à la fin de la manifestation trois personnes ont été interpellées. Nous en reparlerons certainement. Condamnant toute tentative de criminalisation du mouvement social, nous assurons dores et déjà que les activités du collectif continuent...

Théo Simon. - groupe FA de

DIJON

Les libertaires contre l'OMC

LE 30 NOVEMBRE, DANS LE cadre de la journée mondiale d'action contre l'OMC et en solidarité avec les manifestants de Seattle, une quarantaine de militants ont bloqué la Chambre de Commerce et d'Industrie et une banque sur une place du centre-ville de Dijon.

Alors qu'à Seattle, des dizaines de milliers de manifestants réussissaient par une action massive de désobéissance civile à perturber considérablement le déroulement du sommet de l'O.M.C., partout dans le monde des militants avaient décidé d'agir le 30 novembre pour immobiliser des structures clés du système capitaliste : sièges de multinationales, banques, centres financiers, institutions tels que les bourses, les chambres patronales, ou des organismes

comme l'O.M.C. ou le F.M.I. À Dijon, une dizaine de personnes, portant des T-Shirt « esclaves de l'argent? », se donc sont enchaînés à l'aide de tubes à bras et de cadenas de vélo en U aux entrées de la Chambre de commerce et d'industrie et d'une banque, tandis que d'autres groupes renversaient un flot de liquide de couleur sang et de billets sur la parvis de la C.C.I et que la place était recouverte d'affiches avec des slogans anticapitalistes tel que « Non à l'Oppression Mondiale du Commerce ».

« Notre résistance est aussi transnationale que le capital », « Contre le diktat du marché, reprenons nos vies en main », « la croissance est un mythe meurtrier », « Pour des alternatives durables et solidaires, autogestion! »... Cette manifestation fut accompagnée

d'une distribution de tracts informatifs sur l'OMC, l'action directe non-violente et les raisons pour lesquelles nous avions choisi de bloquer l'accès aux banques et à la Chambre de commerce et d'industrie. Après une heure et demi d'occupation et de discussion avec les nombreux passants, une distribution de thé et de café, des performances sonores sur des bidons recyclés, et quelques chauffourées avec les officiels de la C.C.I visiblement très mécontents que l'on s'attaque à leur image de marque, l'arrivée de nombreux cars plein de policiers et leur volonté affichée de faire cesser notre blocage pacifique par la force fit monter la tension.

Après être parvenu à isoler du reste des manifestants les individus enchaînés dans la Chambre de commerce et d'industrie, les policiers armés de coupe-boulons et de couteaux se mirent en devoir de les expulser brutalement. Face à l'aveuglement agressif des forces de l'ordre, ces personnes finirent par se détacher d'elles-mêmes et par être entraînés vers l'extérieur du bâtiment où se trouvait regroupés le reste de manifestants et les médias. Alors que des dizaines de milliers de personnes de par le monde faisaient valoir, en ce 30 novembre, leur droit de manifester contre la destruction de la planète et l'exploitation des peuples par le système capitaliste, nous tenons à protester contre cette violence intolérable des policiers français face à des manifestants pacifiques.

L'action de Dijon s'est trouvée répercutée par les médias locaux ainsi que dans certains médias nationaux.

Vous trouverez ci-joint le texte du tract distribué lors de cette manifestation. Notre résistance est aussi transnationale que le capital!

Maloka et groupe libertaire de Dijon

Roissy : une expulsion empêchée par les passagers

Le 23 novembre, la famille d'un étudiant algérien se présente à la porte des locaux paroisiaux, toujours occupés par les sans-papiers du Val de Marne à Choisy-le-Roi.

L'expulsion de Salem M. était prévue pour le 24 novembre via Air Algérie (vol de 15 h 30). Salem est étudiant sans-papiers, arrêté au cours d'un contrôle routier et placé en détention à Choisy.

Mobilisation des passagers, pour parler avec le chef d'escalaire... À 17 heures, nous apprenions que Salem n'avait pas embarqué.

Le 25, il était conduit au tribunal de Bobigny. Le juge ordonnait sa libération. Le procès aura lieu le 4 mars 2000.

Un employé d'Air Algérie, stupéfait qu'une poignée de militants puisse agir efficacement s'est écrié : « Mais c'est à l'Etat que vous vous attaquez ! ». Il paraît sur la bonne voie...

Marie-Athée

A G E N D A

vendredi 10 décembre

● **PARIS** : Le groupe La Villette de la F.A. organise une réunion publique sur le thème « crise agricole et capitalisme » à 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de La Villette (19^e), M^o Colonel-Fabien.

● **PARIS** : Meeting « Non à l'exécution de Mumia Abu-Jamal » à la Bourse du Travail, 29, bd du Temple (3^e) de 18 h à 22 heures à l'appel du Collectif unitaire de soutien à Mumia Abu-Jamal.

● **TOULOUSE** : La Fédération anarchiste organise un vidéo-débat sur « l'Education nouvelle marchandise » à 20 h 30 à l'Athenée Albert-Camus, 36 rue de Cugnaux (Métro Patte d'Oie).

samedi 11 décembre

● **FOIX** : Le groupe F.A. de l'Ariège organise une conférence suivie d'un débat : « Qu'est-ce que l'anarchie ? » à 15 heures, salle Jean-Jaurès (mairie).

dimanche 12 décembre

● **PARIS** : Concert de soutien à Mumia Abu-Jamal au Petit journal Montparnasse (13, rue du Cdt Mouchotte, 14^e) avec Francis Bebey, Idrissa Diop... organisé par Soleil pour tous. Entrée : 60 F; la recette contribuera au financement de la défense de Mumia Abu-Jamal.

mercredi 15 décembre

● **PARIS** : Rassemblement de protestation - comme chaque mercredi - de 18 h à 20 heures devant le consulat des États-Unis (angle Rivoli-Concorde) pour dire non à l'exécution de Mumia Abu-Jamal.

samedi 18 décembre

● **PARIS** : La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Marie-Claire Calmus, auteur du livre « Le bonheur n'est pas au programme » à 16 h 30, 145, rue Amelot (11^e).

Le Monde libertaire hors série

en kiosque du 16 décembre au 10 février 2000

Au sommaire :

- Jubilé : 2000 raisons de gâcher leur fête
- Homosexuels sans foi ni PACS
- Les raisons d'un féminisme libertaire
- La ville est à nous !
- Autogérons les services publics
- 35 heures : les masques tombent
- Lutttes mondiales contre le capital
- Union européenne : le big brother financier
- La fièvre du tout sécuritaire
- Guerre d'Algérie : les atrocités de l'armée française
- Makhno l'indomptable